

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1992, chapitre 59

LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'ASSURANCE- STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

Projet de loi 18

présenté par M. Yvon Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Présenté le 12 mai 1992

Principe adopté le 8 décembre 1992

Adopté le 18 décembre 1992

Sanctionné le 22 décembre 1992

Entrée en vigueur: le 22 décembre 1992

Loi modifiée:

Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 59

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles

[Sanctionnée le 22 décembre 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. A-31,
aa. 10.3 et
10.4, aj.

I. La Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31) est modifiée par l'insertion, après l'article 10.2, des articles suivants:

Emprunt

« **10.3** La Régie peut contracter un emprunt afin d'effectuer une transaction prévue à la section VIII.1 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6) relative aux instruments et contrats de nature financière. Le gouvernement détermine le montant, le taux d'intérêt, les conditions et les modalités de l'emprunt.

Imputation

Le montant d'un emprunt peut être imputé, entres autres, au remboursement des frais de courtage relatifs aux instruments et contrats de nature financière ainsi qu'au remboursement de tout intérêt et frais reliés à un emprunt.

Garantie

Le gouvernement garantit le paiement de tout emprunt contracté par la Régie en vertu du premier alinéa. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de cette garantie sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.

Revenus

« **10.4** Les revenus générés par des instruments et contrats de nature financière prévus à la section VIII.1 de la Loi sur l'administration financière sont imputés d'abord au remboursement des intérêts, frais et capital des emprunts contractés conformément à l'article 10.3, puis au remboursement des frais de courtage relatifs aux instruments et contrats de nature financière.

Solde des
revenus

Le solde des revenus à la fin de chaque année financière est versé au fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles à titre de contribution du gouvernement.

Participa-
tion finan-
cière

Si un accord conclu en vertu de l'article 43 prévoit une participation financière des producteurs agricoles dans des instruments et contrats de nature financière, le solde des revenus est alors imputé au montant des cotisations payables par les producteurs pour l'exercice financier suivant, au prorata de leur participation financière. ».

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 22 décembre 1992.